

4 Économie

COP 21 Paris

Accord universel sur le climat : entre espoir et désespoir

Innocent M'BADOUA.
Paris / France

Contrairement aux espoirs suscités à l'ouverture de la COP 21, les chances de parvenir à un accord universel ce matin sont devenues minces. La désolation se lisait sur le visage des participants, hier au Bourget. Reste un léger espoir, car on saura si ce samedi à 10 heures, un accord sera possible ou non.



Photo :

L'équipe gabonaise des négociations a arraché quelques trophées. Ici, après la signature d'une convention avec le Centre national d'études spatiales (CNES) France.

LES négociations sur le climat de la COP 21 ne vont pas échapper à ce qui s'apparente désormais à une tradition : un blocage. Et il y a finalement une prolongation, d'un jour, des dites négociations, prévues pourtant pour s'achever hier. Ils devront, probablement, se terminer ce samedi au Bourget. Mais l'espoir d'obtenir l'accord tant attendu s'est complètement refroidi. Après d'interminables ronds de négociations, la nuit de jeudi à vendredi a été une veillée générale, car les infructueuses consultations se sont poursuivies jusqu'à 7 heures. Tirant sur des détails. Sur des moindres virgules. Mais aussi sur des sujets de fond. Malgré la menace « *il est temps de conclure* », martelée à plusieurs reprises par Laurent Fabius, président de la COP 21, l'adoption d'un accord s'est nichée sur trois points : la « différenciation » entre pays industrialisés et ceux en

développement, l'aide financière des pays riches à ceux en voie de développement victimes des changements climatiques, et le « niveau d'ambition » de l'accord de Paris où deux tendances se sont déchirées entre deux choix : 2°C ou 1,5°C. Pour les Etats insulaires et le groupe ACP - 112 se sont exprimés en ce sens - la mention des 1,5°C était symboliquement essentielle, même s'ils sont conscients que cet objectif est quasiment hors d'atteinte. Sur l'objectif, les Etats insulaires et pays vulnérables au changement climatique souhaitent que soit consignée dans l'accord, une limitation de réchauffement de 1,5°C, quand d'autres - les pays pétroliers du Golfe surtout - s'accordent sur 2°C. Les co-facilitateurs dont le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, Emma-

nuel Issozet Ngondet ont tenté un compromis en conciliant, dans l'article que révisé, les deux positions : « *maintenir l'augmentation de la température globale moyenne bien en-deçà de 2°C au-dessus du niveau préindustriel* » et de « *poursuivre les efforts pour limiter l'accroissement de la température à 1,5°C* ». Sur ce point, c'est le royaume saoudien qui a bloqué. Et on l'a bien compris : la transition énergétique va réduire les colossales recettes de l'Arabie saoudite. Alors pour lui, pas question de 1,5°C. Même si les parties peuvent se contenter de ce libellé, il se pose un autre problème en rapport avec la température. Les intentions de réduction des gaz à effet de serre soumis par les Etats sont insuffisantes, aux yeux de certains, pour que cet ob-



Photo : IMB

Les techniciens et experts gabonais à la COP. Deuxième à partir de la gauche, le président du Conseil national Climat, Massard Makaga Kabinda.

jectif de long terme de 2°C soit atteint. Il porte la limitation de température à la fin du siècle plutôt vers 3 à 3,5°C. Le texte final devra prévoir un mécanisme de révision des ambitions climatiques, associé à un outil de vérification. Sera-t-il obligatoire ? La question est en discussion. **DISSONANCES.** Pour tenter de concilier les parties, ces chiffres de réduction des émissions de 40 à 90 % en 2050 par rapport à 2010 ont disparu de la version de l'accord présenté jeudi soir par Laurent Fabius au 195 pays. On parle maintenant de « pic des émissions » à diminuer « le plus tôt possible », et ce, la nécessité d'atteindre la « *neutralité des émissions de gaz à effet de serre au cours de la seconde moitié du siècle* ». Une formulation encore floue et sujette à de multi-

ples interprétations. Autre point d'achoppement, la différenciation, qui a fait capoter l'accord, pourtant si proche d'être signé. Les pays en développement ont réaffirmé avec force leur volonté de ne pas être mis sur le même pied que les pays du Nord, à la fois responsables historiques du réchauffement et disposant de plus de moyens pour y faire face. Laurent Fabius a dit « *avoir besoin de plus temps, pour consulter, un à un, les ministres de chaque délégation.* » C'est lorsque John Kerry des Etats-Unis prend la parole à 21 h 30 pour demander que le Chine ne soit pas considéré comme un pays pauvre, que les négociations virent au cauchemar. La Chine proteste pour dire qu'elle n'est pas développée. Car derrière ce statut, se cachent des engagements fi-

nanciers, des contraintes. Selon un habitué des négociations, « *derrière l'idée des Etats-Unis de soustraire la Chine du groupe G77+la Chine, se trame une lutte d'influence sur le contrôle du monde.* » La Chine pourrait définitivement ravir le leadership mondial aux Etats-Unis. Car, considéré comme pays en développement, Pékin aura moins de contraintes financières et morales à soutenir l'appui aux pays en développement dans le cadre du changement climatique. Sur ce point, l'Inde a aussi participé au blocage, surfant sur ses antagonismes traditionnels avec la Chine. En fait, les Etats-Unis savaient que la Chine ne peut accepter de se voir classée au rang de pays développé. Enfin, il y a eu la question du financement par les pays industrialisés des programmes d'atténuation, d'adaptation et d'actions pour que les pays vulnérables affrontent les impacts climatiques. Essentiellement, les Etats insulaires et les pays en développement. Lesquels tiennent à ce que les 100 milliards de dollars annuels promis par les pays développés à partir de 2020 soient une somme "planche", régulièrement revue à la hausse. Dans tous les cas, les parties se retrouvent en plénière, ce matin à 10 heures, pour tenter de sauver, par un accord, le sommet de Paris sur le climat.

Conseil d'administration de l'Oprag

14,9 milliards de francs pour le budget 2016

Willy NDONG
Owendo/Gabon

présent conseil se tient dans un contexte particulièrement difficile, marqué par la crise financière liée à la chute du prix du baril de pétrole sur le marché international. S'agissant de la situation de l'entreprise, M. Banas a souligné que l'Oprag n'est pas à l'abri de cette conjoncture mondiale, « *ce d'autant qu'il connaît aujourd'hui une diminution de la cadence des navires à destination de ses ports, avec pour conséquence la réduction de l'assiette de ses recettes.* » Concernant l'élaboration du budget 2016, ainsi que son exécution, il a demandé à la direction générale d'ob-

server une certaine prudence dans les choix en rapport avec l'élaboration dudit budget. Ainsi, le budget 2016, adopté par les administrateurs, s'élève à 14 milliards 989 millions 68 000 francs, soit un repli de -6% par rapport à 2015. Les charges de fonctionnement se situent autour de 11 milliards 220 millions. Le programme d'investissement pour 2016 se situant, quant à lui, à une hauteur de 3 milliards de francs. Pour sa part, le directeur général de l'Oprag, Rigobert Ikambouyat Ndeka, a indiqué également que 2015 fut une année difficile, du fait de la morosité des cours des

matières premières. Il a, en outre, indiqué qu'au cours de l'année 2016, l'Oprag mettra un accent particulier sur la mise en application de son programme d'investissement ainsi que celui de facilitation des opérations. « *Il s'agit, notamment de la construction et la réhabilitation des coffres d'amarrage portuaire, l'aménagement de la plateforme du port Môle de Port-Gentil, de la poursuite des travaux du quai fluvial de Mangali à Mayumba, du quai minéralier sis à la zone dite de Barracuda,* » a-t-il précisé. Concernant la facilitation des opérations, le directeur général a indiqué que cette



Photo : W.N.

Les administrateurs de l'Oprag, lors du Conseil d'administration.

démarche vise, entre autres, à réduire les coûts du container et de transit, en vue de lutter contre la vie chère et réduire la pauvreté dans notre pays.

<p>CHANGEMENTS</p> <p>COURS INDICATIFS DES DEVICES EN DATE DU 03/12/2015</p> <p>Union Gabonaise de Banque</p> <p>SiteWeb : http://www.ugb-banque.com</p>	<p>FIXING</p>			<p>VENTE BILLETS (sans frais)</p>		<p>INDICES BOURSIERS</p>		
	DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxx	1 EUR	655,957			
USD	1,0671	1USD =	614,710	1 USD	651,750	CAC 40	03/12/2015	4896,46
CAD	1,4213	1CAD =	461,519	1 CAD	485,665	DOW JONES	03/12/2015	17729,68
JPY	131,5800	1JPY =	4,985	100 JPY	518,404			
GBP	0,7122	1GBP =	921,029	1 GBP	958,960			
CHF	1,0840	1CHF =	605,126	100 CHF	63358,02			
ZAR	15,2736	1ZAR =	42,947	100 ZAR	4465,98			
MAD	10,7196	1MAD =	61,192	1MAD	63,63			
CNY	6,8273	1CNY =	96,079	1CNY	98,96			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
03 Decembre : 43,51